



**Compte rendu entretien avec Éric Coquerel (député)
le 08/03/2019
à Météo-France CIC Toulouse**

Eric Coquerel, député (La France Insoumise) de Seine-St-Denis, est Membre [de la commission des finances](#) et rapporteur spécial sur le projet de loi de finances 2019 dans le domaine Écologie, développement et mobilité durables et notamment sur le programme « expertise, information géographique et météorologique ». C'est dans ce programme que le budget de Météo-France est étudié. cf. [son rapport 2018 ici](#)

Eric Coquerel a souhaité rencontrer les représentants syndicaux pour recueillir leurs avis sur la situation actuelle de Météo France après avoir eu ceux de différents chefs de service. Il y a donc eu un entretien avec une délégation de représentants des personnels de Météo-France (dont 3 de la CFDT-Météo).

Face à l'augmentation des risques en rapport avec le changement climatique, on n'a jamais eu autant besoin du service public de Météo France. Pourtant, le budget ne cesse de baisser, les effectifs aussi, et en tant que rapporteur, M. Coquerel explique qu'il est là pour tirer la sonnette d'alarme, afin de préserver au mieux l'Établissement et tenter de restaurer des budgets.

Il souligne au passage que MF a une bonne côte de confiance et d'attachement aux niveaux des parlementaires, tous bords confondus.

Hugo Hanry est son assistant parlementaire sur ce dossier.

Les questions posées par Eric Coquerel :

1. Quels sont les impacts visibles de la réduction d'effectif ?
2. Quelle est notre vision sur la stratégie commerciale à MF ?
3. Sommes nous vraiment inquiets de l'existence même de MF dans 10 ans ?
4. Est-ce que nous avons une vision au niveau des OS sur une stratégie d'accompagnement de la planification écologique ?

Les organisations syndicales lui font part des inquiétudes :

- L'évolution budgétaire a des impacts concrets :

- Réorganisations constantes
- Augmentation des charges de travail
- Réduction du nombre de recrutements, avec une priorisation entre des postes métiers
- Nombreux recrutements hors des corps techniques de Météo-France (ITM et TSM) à la DSI par ex.

- Personnels communs:

- Chez les administratifs aussi, on prend de plus en plus de contractuels.
- Concernant les ouvriers d'état, on externalise leurs activités avec des sous-traitants.

- Plus assez de ressource à DSO/IMI pour assurer la maintenance. Mais faire la maintenance des radars via la sous-traitance coûte « 10 fois plus cher » qu'un Technicien de Météo-France (TSI)

- L'Établissement est confronté à des pertes de compétences avec les départs à la retraite en raison de nombreux non remplacements. Le panel des compétences nécessaires en interne s'amointrit.

- Le ressenti et la crainte sont ceux d'une désorganisation généralisée à tous les niveaux :

- Avec la centralisation à tout crin, des agents seront en surnombre en région, et risquent des « bore out », c'est à dire un manque d'activité tandis que des agents seront en surcharge à Toulouse
- Il y a des pressions sur le management intermédiaire, entre le marteau et l'enclume
- Petit à petit, la notion de service public s'efface au profit d'une logique de prestation de service, très souvent tarifée
- En terme de qualité des produits et services, les représentants des personnels estiment qu'il y a moins de contrôle et d'évaluation des productions
- Un sentiment est aussi que les directeurs ne réunissent les instances de dialogue social que parce qu'ils sont obligés de le faire, il n'y a plus réellement de négociation.
- A noter concernant le site de Toulouse l'instauration d'un « Comité Technique géant » : en conséquence, les représentants des personnels ne peuvent y faire correctement leur travail vu la variété de sujets et de métiers concernés.

Eric Coquerel nous explique que le financement du super-calculateur n'est pas « vendu par la DG à la commission des finances » comme dépendant de la réduction des effectifs. A l'Assemblée et dans le gouvernement, la majorité ne fait que suivre la politique précédente de réduction des effectifs et de rationalisation. Enfin, il a bien noté que sur les 144 millions d'€ du HPC (supercalculateur), on n'a que 5 M€ (+ 5 pris sur fonds de roulement) qui sont validés (NDLR : cette rencontre a eu lieu avant que le contrat de transformation avec l'État soit connu, et [présenté le 15 mars en Conseil d'Administration](#) : ce contrat fixe clairement les subventions, les financements, dont celui du supercalculateur, et les trajectoires d'effectifs pour les années à venir).

Il nous demande de lui citer quelques points emblématiques de la dégradation du service rendu par MF :

- Impacts sur le service rendu :

- Il y a moins de maintenance sur les systèmes d'observation, donc des risques de panne plus probables
- Il y a une dégradation de la qualité des productions avec l'automatisation
- La nivologie dans l'Ariège est assurée à Blagnac (qui est un centre AERO)
- La prévision marine est faite à Toulouse (retour des marins sur une baisse de qualité)
- La réduction de 2300 postes climatologiques (le « RCE » tenu par des bénévoles) vers 600 postes automatiques entraîne la perte d'une partie des longues séries de données climatologiques.

Une conclusion commune entre M. Coquerel et les organisations syndicales de Météo-France :

- Si on veut que les consignes de vigilance soient respectées par les citoyens, il est nécessaire que MF conserve une bonne image aux yeux du grand public. Il y a un risque de décrédibilisation des productions.
- Un argument allant à l'encontre de la pertinence d'une comparaison des budgets et des effectifs avec d'autres pays d'Europe est que nous faisons des prévisions sur la quasi totalité du globe avec les Dom Tom.
- On note un manque de visibilité des organisations syndicales de Météo-France quant aux actions d'accompagnement au ministère de la transition écologique. Cela laisse perplexe le député qui s'attendait à trouver MF en position de force dans ce domaine.

En conclusion, M. Coquerel évoque d'un côté une inquiétude pour l'Etablissement Météo-France, celle d'assister au même gâchis que la privatisation des autoroutes, mais d'un autre côté une petite marge de manœuvre avec le domaine du développement de l'écologie.